



26^{ème} colloque annuel
Commission sur le Développement Durable et les Systèmes Ruraux (CDDSR)
Union Géographique Internationale (UGI)

**Systèmes ruraux infinis dans une planète finie :
Comblar les écarts du développement durable**

Santiago—A Veiga—A Ulloa (Galice), 16-21 juillet 2018

Durant ces deux dernières décennies, la Géographie Rurale a internalisé la question du développement durable en tant que préoccupation centrale de la discipline. Cependant, les discussions annuelles en cours au sein de la CDDSR de l'UGI soulignent la manière dont surgissent les tensions et les contradictions inhérentes aux transitions complexes des systèmes ruraux tendant vers le développement durable. Dans ce contexte, le 26^{ème} colloque de la CDDSR vise spécifiquement à combler certains écarts en proposant un ensemble cohérent de questionnements autour de six grands thèmes sélectionnés. Le débat concernant la durabilité reconnaît que la Terre est « finie », mais que les positions conflictuelles existantes peuvent être abordées et examinées à travers des systèmes ruraux considérés comme « infinis ». Aussi nous félicitons nous par avance des discussions qui se tiendront en Galice en juillet 2018.

Bien que le terme de *système* soit contesté en sciences sociales, il chapeaute un ensemble de recherches qui prend en compte les interrelations internes et externes, englobant les questions sociales, culturelles, politiques (y compris l'aménagement), environnementales et économiques. Aussi ce colloque de la CDDSR cherche-t-il à concilier ces thèmes vastes et souvent contradictoires, et à faire émerger des pistes pour tenter de combler les écarts existantes. De plus, les manques identifiés à considérer sont liés aux échelles géographiques ; par exemple, entre l'échelle mondiale (globalisation, arrangements commerciaux internationaux, changements globaux et climatiques, etc.) et les espaces régionaux et locaux d'adaptation ou de contestation. Les espaces réglementaires des États-nations (avec ou sans institutions déconcentrées) et les organisations supranationales telle que l'Union Européenne (UE), interagissent à de multiples échelles, ce qui aboutit à l'établissement d'un réseau complexe d'interrelations. L'engagement local apparaît comme une caractéristique de base des sociétés rurales ; sans doute, la plupart des communications de ce 26^{ème} colloque de la CDDSR sera dédiée à l'interrogation de cette échelle locale. Ceci ne doit toutefois pas détourner l'attention portée aux autres échelles interdépendantes afin de se conformer à l'effort général de ce colloque visant à tenter de combler les interrogations que soulève la notion de développement durable.

En particulière, ce colloque accueillera favorablement les contributions de et sur l'Afrique et l'Amérique latine, régions du monde sous-représentées à ce jour au sein des activités de la CDDSR de l'UGI. Les présentations et communications en portugais et en espagnol seront les bienvenues ; ces deux langues, couplées avec les langues officielles de l'UGI (anglais et français), devraient encourager les chercheurs de toute la planète à participer aux sessions qui se tiendront

en juillet 2018. Signalons que les sessions, parallèles, seront conçues en tenant compte des langues et des orientations thématiques.

La Galice constitue un laboratoire tout à fait approprié pour tenter de combler les écarts en matière de durabilité. Son espace rural est très innovant et possède des systèmes agricoles à la pointe de la technologie, tels que l'horticulture et l'industrie laitière. Ces industries ont un impact considérable sur l'environnement et doivent être constamment adaptées au cadre toujours évolutif de la politique agricole commune de l'UE. Sur le plan de la filière agro-alimentaire, des réseaux alternatifs émergents coexistent avec ceux de l'agriculture conventionnelle, ce qui soulève constamment des questions portant sur leur compatibilité et concurrence. En parallèle, des investissements importants de l'UE ont été dédiés à la croissance du secteur du tourisme rural ; toutefois, la durabilité économique de cette industrie de pointe est constamment remise en question. En termes spatiaux, de nombreuses zones sont soumises à une forte pression touristique mondiale, tel le Chemin de Saint-Jacques, fréquenté chaque année par des centaines de milliers de pèlerins. Ces espaces sont proches de zones reculées et en déshérence où le dépeuplement, le vieillissement de la population et l'absence d'activité économique importante font obstacle à la viabilité économique de ces mêmes zones rurales. Le volet du colloque dédié à l'excursion de terrain parcourra des systèmes ruraux représentatifs de Galice, favorisant ainsi les débats et discussions appelés de nos vœux autour de la notion de développement durable.

Cette information est disponible à l'adresse suivante : www.26ruralcolloquium.eu

Six sessions thématiques auront lieu, comme suit :

1. Comblent les écarts entre les réseaux agroalimentaires

Dubois (2010) et Robinson (2004) ont étudié la façon dont la production, la distribution, la vente au détail et la consommation sont structurées à travers le monde, proposant la notion de réseaux agroalimentaires. Il existe un large consensus sur le fait que ces réseaux constituent des connexions complexes à l'échelle mondiale, dominés par des oligopoles et des sociétés transnationales. En fait, les travaux de Nestlé (2007) montrent la puissance d'une industrie alimentaire capable d'influencer fortement les discussions nord-américaines (USA) sur la nutrition et la santé, et par là, les débats mondiaux portant sur ce même domaine. Selon Dubois (2010) et Robinson (2004), dans les pays dit du Sud global, de vastes espaces et de nombreux agriculteurs sont déconnectés des réseaux agroalimentaires mondiaux, parfois suite à des systèmes de subsistance liés à la persistance de la famine. Quoi qu'il en soit, la domination de ces réseaux via des processus puissants et coercitifs, tel que l'accaparement des terres, est omniprésente. Ceux-ci sont particulièrement effectifs en Afrique et en Amérique latine (Liberti, 2011) ; par exemple, à travers la spoliation forcée du foncier, notamment en Colombie (Reyes, 2016).

Depuis le début des années 2000, les universitaires ont mis en évidence l'émergence de réseaux agroalimentaires alternatifs, embrassant un large éventail de possibilités de production, de distribution et de consommation : marchés paysans, agriculture sociale, agriculture biologique, vente directe, commerce équitable, appellations d'origine protégée, etc. Les points communs de ces réseaux sont qu'ils offrent une alternative aux systèmes agroalimentaires industriels dominants, conventionnels et orientés vers une production de masse (Paül et Haslam McKenzie, 2013). Le développement de réseaux agroalimentaires alternatifs provoque des changements importants sur des domaines tels que l'autonomie des communautés locales et la gestion des ressources naturelles, induisant un renforcement des organisations paysannes et une remise en question de l'industrie agroalimentaire dominante à l'échelon régional (Altieri et Toledo, 2011). L'idée même « d'alternativité » est controversée, parce que dans beaucoup des pays ce qui est considéré comme « alternatif » ne l'est vraiment pas. De plus, la grande distribution affiche une « alternativité » dans ses magasins en proposant des rayons dédiés, entre autres, à l'alimentation biologique et équitable. En outre, « l'alternativité » est souvent liée à des chaînes d'approvisionnement courtes (par opposition aux chaînes d'approvisionnement longues, dominantes sur la scène mondiale) ; mais en réalité, nombre de ces réseaux alimentaires alternatifs s'avère mondialisé. En ce sens, Morgan (2010) a suscité un débat sur le schisme existant

entre les pratiques alimentaires alternatives considérées (i) comme « locales et vertes », basées sur la promotion de la durabilité agroalimentaire grâce à la réduction des émissions de carbone liées à la production et au transport, et celles (ii) qualifiées de « mondiales et justes », promouvant un engagement éthique avec un souci de justice sociale pour les agriculteurs pauvres du Sud global.

Cette session thématique est ouverte aux contributions portant sur ces questions suivantes :

- Existe-t-il une compatibilité possible entre les réseaux agroalimentaires « conventionnels » et « alternatifs » ? La discussion elle-même sur cette dualité est-elle inutile et non pertinente, par son caractère réductif (« tout blanc » ou « tout noir ») ?
- Pourquoi les réseaux agroalimentaires existant entre le Sud et le Nord global demeurent-ils inégaux et déséquilibrés ? Comment peut-on les gérer ?
- Quels sont les liens, relations et contradictions entre les réseaux agroalimentaires et la famine ?
- Y-a-t-il de la place pour des espaces non mondialisés de production, de distribution et de consommation ? Dans quelle mesure est-il possible d'innover dans ces mêmes domaines ?
- Les réseaux alimentaires alternatifs sont-ils vraiment alternatifs ? Qui crée ces réseaux et pourquoi ? Comment peut-on évaluer leur durabilité et leur performance ? Comment conceptualiser et gérer les « contradictions » au sein des réseaux alimentaires alternatifs (tels, par exemple, les appellations d'origine protégées dont les processus ne sont pas « biologiques », les marchés de proximité vendant des produits importés de l'étranger, etc.) ?
- Comment combler le fossé entre les deux grands réseaux agroalimentaires alternatifs conceptualisés par Morgan (2010) ?
- Quelles sont les politiques pouvant être mises en œuvre pour promouvoir des réseaux agroalimentaires durables ?

2. Comblent les écarts entre les activités rurales (multifonctionnelles ?)

La multifonctionnalité est un concept central dans les études rurales réalisées de par le monde. Bien qu'à l'origine quelque peu limitée à la pluralité des fonctions assurées par l'agriculture (Mather et al., 2006 ; Maier et Shobayashi, 2001), elle est de plus en plus appliquée aux zones rurales qui englobent toutes les formes d'activités rurales en transition (Wilson, 2007 ; Holmes, 2006). Initialement, le terme de multifonctionnalité décrivait l'évolution particulière, dans le contexte de l'Union européenne (UE), de la gestion de la « gigantesque » politique agricole commune (PAC) durant les deux dernières décennies. Cependant l'analyse de ce cadre par Holmes (2006) pour l'Australie, et par Hoefle (2014) pour le Brésil, montre comment ce concept a été transposé dans des contextes hétérogènes, tant pour le Sud que le Nord global, conduisant à des scénarios contrastés. Actuellement, la multifonctionnalité constitue un concept largement appliqué à la notion de consommation et de marchandisation de l'espace rural, mais aussi au développement du tourisme et des loisirs, ainsi qu'à l'émergence de préoccupations, dispositifs et politiques relevant du domaine de la protection de l'environnement.

Cependant, la multifonctionnalité a été vivement critiquée par un large éventail de commentateurs. Au sein de l'UE, par exemple, le tourisme a été considéré comme une panacée pour le développement rural dans le cadre de l'approche multifonctionnelle, induisant un modèle de tourisme agricole (agro-tourisme) où le tourisme est considéré comme pouvant coexister avec l'entreprise agricole, tout en l'enrichissant. Son succès reste discutable compte tenu de la substitution aux activités agricoles d'autres propres au tourisme. Dans certains cas, cela inclut un tourisme de masse qui n'est pas particulièrement sensible au caractère particulier des environnements ruraux (cf., par exemple, les contributions de Potočnik-Slavič et Schmitz, 2013). Des conclusions similaires se dégagent dans le cas du Brésil en ce qui concerne les conflits entre la pêche et le tourisme au sein des communautés rurales côtières (Hoefle, 2014). Comme réflexion globale, Woods (2007) s'est interrogé sur la manière dont la multifonctionnalité est utilisée comme un écran de fumée pour masquer des politiques publiques qui, au sein de l'UE, restent fortement orientées vers une agriculture productiviste.

Cette session thématique est ouverte aux contributions portant sur ces questions suivantes :

- Quels sont les liens entre les différentes activités des systèmes ruraux à travers le monde sous les auspices de la multifonctionnalité ? Sont-elles compatibles et/ou des contradictions émergent-elles ?
- Comment combler le fossé entre les différentes activités, fonctions et valeurs rurales sous les auspices de la multifonctionnalité ?
- Quelle est la contribution réelle du tourisme (sous ses diverses formes) au développement rural durable ?
- La multifonctionnalité constitue-t-elle une construction académique, politique et technocratique, ou peut-elle être observée et « ratifiée » dans des systèmes ruraux particuliers ? Et quelle est son utilité ?

3. Comblent l'écart entre les utilisations conflictuelles des terres

Le changement d'utilisation et de couverture des sols (CUCS) dans les zones rurales constitue un indicateur significatif de l'évolution que connaissent les systèmes ruraux. Le CUCS est à la fois une cause et une conséquence de nombreuses transformations biophysiques et socio-économiques : nouvelles technologies, évolution des activités et des valeurs humaines, croissance démographique, décisions relevant de l'aménagement, changements climatiques, risques naturels, etc. Les CUCS spécifiques observés à travers le monde comprennent, entre autres les domaines suivant : la foresterie et le déboisement, la conversion des terres agricoles en zones résidentielles, l'abandon de zones productives pour la conservation, l'explosion de cultures telles que le soja utilisé pour les biocarburants, ou encore la mise en place de parcs éoliens et solaires. L'inadéquation potentielle entre ces utilisations et couvertures nouveaux et émergents des sols conduit souvent à des conflits sociaux et politiques à plusieurs échelles géographiques. Cette session thématique propose une discussion ciblée autour des CUCS ruraux sous l'angle de la durabilité, tant nous apparaît nécessaire l'émergence de pistes de réflexions autour de la réduction des contradictions relevées entre les utilisations et les couvertures des sols.

Une situation particulière en matière de conflits liés à l'utilisation et à la couverture des sols est liée aux dispositifs de protection de l'environnement qui ont une incidence sur les activités humaines passées, en cours ou nouvelles. Dowie (2009) et Zimmerer (2000) ont décrit l'escalade générale des conflits politiques et sociaux litigieux liés à la mise en place de structures de protection telles que les parcs nationaux, les réserves de biosphère et autres mécanismes de conservation similaires. Fait intéressant, les dispositifs de protection tels que les parcs naturels et les réserves peuvent souvent devenir un attrait majeur pour l'activité touristique ; il en découle un intérêt pour le domaine du développement urbain et ce malgré les restrictions fixées pour la protection des valeurs environnementales. Ce processus a été appelé « *naturbanisation* » par Prados (2009). Les analyses des dispositifs de protection s'agissant des CUCS sont particulièrement bienvenues dans cette session.

Cette session thématique est ouverte aux contributions portant sur ces questions suivantes :

- Quelles sont les méthodes de surveillance des CUCS en milieu rural utilisées et quelles sont les tendances et modèles observés ? Comment ont-elles/ils été mesuré(e)s ? Quels sont les moteurs de ces changements ?
- Quelles sont les implications socioculturelles, économiques et environnementales du CUCS en milieu rural ?
- Quels sont les conflits qui surviennent lorsque le CUCS rural se produit ?
- Quelles sont les mesures et réponses politiques au CUCS rural ?
- Quels sont les CUCS plus particulièrement relevés dans les aires protégées ? Comment ces changements interagissent-ils avec l'aménagement et la gestion environnementales ?

4. Comblent le fossé entre les images rurales et la « triste réalité »

Comme noté par Woods (2005, p. 11), compatible avec l'essai d'Halfacree (1993) pour définir l'espace rural, il y a un consensus grandissant que « un espace ne devient pas « rural » à cause de son économie ou de sa densité de population ou d'autres caractéristiques structurelles – mais parce que les personnes qui y vivent ou l'utilisent le pensent comme étant « rural » ». Cette affirmation parle de l'importance cruciale donnée aux représentations, images et perceptions pour comprendre comment les systèmes ruraux fonctionnent, spécialement dans une société

influencée par les médias de masse. Par exemple, il a été montré à plusieurs reprises que comme des processus socio-démographiques pertinents expérimentés dans les espaces ruraux autour du monde, la suburbanisation, périurbanisation et/ou contre-urbanisation sont généralement basés sur différents types d'idylles rurales. Toutefois, souvent la « sombre réalité » contredit ces idylles rurales et les nouveaux arrivants se sentent insatisfaits et entrent souvent en conflit avec les résidents ruraux précédents.

Ainsi, il arrive souvent que les réalités matérielles et immatérielles ne correspondent pas, ce qui crée un fossé pouvant compromettre la durabilité rurale. Il existe plusieurs travaux particulièrement éclairant, prenant pour cadre l'Amérique latine et l'Afrique, et s'attachant à l'étude du regard porté par les « réfugiés de conservation », à l'exemple de ceux de Dowie (2009). Cette recherche a permis d'observer à maintes reprises une tendance selon laquelle les communautés rurales composées de peuples autochtones ou d'agriculteurs pauvres sont expulsées en raison du triomphe d'idéologies « biocentriques » et urbaines, converties en pratiques courantes d'aménagement et de conservation. En ce sens, l'idée de la ruralité en tant que nature intacte encadre la campagne, même si cette dernière, elle-même, n'est pas (ou n'a jamais été) vierge (Zimmerer, 2000). Ceci est évident dans des pays très distants comme le Brésil (Irving et al., 2013) et l'Espagne (Ojeda et al., 2006).

Cette session thématique est ouverte aux contributions portant sur ces questions suivantes :

- Quelles sont les implications politiques et d'aménagement de ces idéalizations rurales ?
- Comment les représentations, images, imaginations et perceptions du monde rural contredisent-elles la « triste réalité » ?
- Comment peut-on réconcilier, d'une part, les aspects intangibles et immatériels et, d'autre part, ceux de tangibles et matériels des systèmes ruraux ? Dans quelle mesure le concept de paysage peut-il être utile dans cette réconciliation ?
- Comment combler le fossé existant entre les représentations urbaines et rurales allouées à l'espace rural ?
- Comment combler le fossé entre l'espace rural perçu comme un espace agricole (productif), d'une part, et comme un environnement naturel « immaculé », d'autre part ?

5. Comblent les écarts avec les régions rurales éloignées, à faible densité et montagneuses

La spécificité de l'analyse géographique des zones rurales se concentre sur sa dimension spatiale. La géographie rurale a montré à maintes reprises l'hétérogénéité des systèmes ruraux à travers l'espace. Il est courant que les chercheurs décrivent une distinction entre, d'une part, les espaces ruraux connaissant des dynamiques positives (c'est-à-dire sur le plan économique et démographique) et, d'autre part, les espaces ruraux sujets à des problèmes persistants. Dans ce dernier cas, par exemple, l'exode rural est encore observable, suivant un schéma qui se répète dans le monde entier depuis la révolution industrielle. En termes généraux, les espaces d'où partent les gens sont décrits comme étant en difficulté depuis des décennies. Les niveaux de service et les infrastructures existantes sont régulièrement signalés comme nettement inférieurs à ceux disponibles dans les villes ou dans d'autres espaces ruraux, et ce, malgré les politiques de développement qui ont été appliquées. C'est pourquoi cette session thématique traite de la géographie des espaces ruraux considérés comme en retard.

Il existe différentes façons de désigner ces domaines. Par exemple, dans l'UE, certaines des typologies géographiques développées par ESPON cartographient précisément les régions considérées comme reculées, peu peuplées et montagneuses. Dans les grands pays comme l'Australie ou le Canada, il existe un concept géographique, l'éloignement, qui est généralement corrélé à la faible densité, la fragilité, la marginalisation et le dépeuplement. Dans le cas de la France, Kayser (1990) a comparé la *campagne vivante* aux espaces en voie de dépeuplement et de marginalisation; plus récemment, ces dernières ont été qualifiées de « campagnes plus fragiles » (Jean et Périgord, 2009) et de « zones à faible densité » (Barthe et Millan, 2011).

Cette session thématique est ouverte aux contributions portant sur ces questions suivantes :

- Comment peut-on délimiter les espaces de faible densité, les espaces montagneux, les espaces reculés et les espaces ruraux marginaux ? Dans quelle mesure la tyrannie de la distance s'applique-t-elle encore ? Comment se superposent-ils ? Quels types de caractéristiques les distinguent ?

- Comment combler le fossé entre les zones rurales en retard de développement et les autres espaces ruraux et urbains ?
- Quelles sont les possibilités de partenariats et de gouvernance entre zones rurales et urbaines ?
- Quelles sont les politiques (en particulier les politiques de développement rural) appliquées à ces espaces reculés, de faible densité et/ou montagneux et pourquoi sont-elles communément perçues comme des échecs ?

6. Comblent les écarts entre l'expansion urbaine et l'agriculture et la préservation des espaces ouverts

Selon certains spécialistes des sciences sociales, le 23 mai 2007 a marqué la date à laquelle la part de la population urbaine sur Terre a dépassé celle des habitants des zones rurales ; notons que l'ONU a certifié que cela s'était produit en 2008. L'une des conséquences évidentes de ce changement est la nécessité d'accroître l'espace physique des villes, ce qui a entraîné une expansion urbaine là où il y avait autrefois des champs, des forêts et d'autres types d'espaces ouverts. Partout dans le monde, il existe une préoccupation généralisée autour de la durabilité de l'expansion urbaine car cette dernière affecte les terres agricoles productrices d'aliments, les ressources forestières et la fourniture de services écosystémiques par les zones non urbanisées. Il existe des zones géographiques plus particulièrement affectées, notamment en Chine (Lichtenberg et Ding, 2008).

L'agriculture périurbaine est aussi ancienne que les villes, mais sa promotion et sa préservation ont pris de l'ampleur au cours des dernières décennies, en réponse aux nouvelles préoccupations liées à la durabilité de la production alimentaire, ainsi qu'à l'aménagement du territoire (par exemple, la fourniture d'infrastructures vertes, la conservation des espaces verts, les services écosystémiques). Bengston et al. (2004) ont récapitulé certains des outils de gestion des terres agricoles disponibles aux États-Unis, décrivant plus de 30 mécanismes destinés à « gérer la croissance urbaine » ou à « protéger les espaces ouverts », les décrivant comme les « deux côtés d'une même médaille » (Bengston et al., 2004, p. 273). En Europe, des dispositifs tels que les « agro-parcs » ou « parcs agricoles », absents sur d'autres continents, ont été développés (Yacamán et Zazo, 2015), faisant écho aux mécanismes de protection des espaces naturels, depuis les parcs nationaux/naturels jusqu'à l'agriculture dans les zones périurbaines et non périurbaines. Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure ces outils ont été efficaces pour éviter l'étalement urbain et promouvoir l'agriculture et/ou la préservation des forêts, compte tenu de l'intensité des dynamiques et des pressions urbaines. En particulier, il semble difficile de garantir la durabilité des zones urbaines tout en maintenant à proximité des terres agricoles et des espaces verts.

Cette session thématique est ouverte aux contributions portant sur ces questions suivantes :

- Est-il possible de concilier l'aménagement urbain/métropolitain/territorial/des villes-régions et celui des terres agricoles et espaces ruraux ?
- Comment aménager et concevoir des infrastructures et des cadres agro-écologiques à différentes échelles (urbaine/métropolitaine/territoriale/de ville-région) ?
- Quels sont les outils organisationnels et les partenariats dédiés aux politiques, entreprises et projets conjoints entre zones urbaines et rurales qui ont été développés ? Et quels sont leurs résultats ?
- La protection de l'environnement dans les zones périurbaines est-elle compatible avec la préservation des terres agricoles et rurales ?
- Comment combler le fossé entre, d'une part, les terres agricoles périurbaines considérées comme des zones agricoles (productives) et, d'autre part, les infrastructures vertes et autres espaces verts de conservation ?

Références bibliographiques

- Altieri, M.A. et Toledo, V.M. (2011) : The Agroecological Revolution in Latin America: Rescuing Nature, Ensuring Food Sovereignty and Empowering Peasants. *The Journal of Peasant Studies*, 38(3): 587-612.
- Barthe, L. et Millan, J. (2011) : Les espaces de la faible densité - état des lieux et problématiques. In : Berthier, E. (dir.) : *Territoires 2040. Des systèmes spatiaux en prospective*. Paris : Datar/La Documentation Française, p. 141-183.

- Bengston, D.N., Fletcher, J.O. et Nelson, K.C. (2004) : Public Policies for Managing Urban Growth and Protecting Open Space: Policy Instruments and Lessons Learned in the United States. *Landscape and Urban Planning*, 69 : 271-286.
- Dowie, M. (2009) : *Conservation Refugees. The Hundred-Year Conflict between Global Conservation and Native Peoples*. Cambridge : MIT Press.
- Dubois, S. (2010) : *Le défi alimentaire. Étude géopolitique et géoéconomique des agricultures mondiales*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Halfacree, K.H. (1993) : Locality and Social Representation: Space, Discourse and Alternative Definitions of the Rural. *Journal of Rural Studies*, 9(1) : 23-37.
- Hoefle, S.W. (2014) : Fishing Livelihoods, Seashore Tourism, and Industrial Development in Coastal Rio de Janeiro: Conflict, Multi-Functionality, and Juxtaposition. *Geographical Research*, 52(2) : 198-211.
- Holmes, J. (2006) : Impulses towards a Multifunctional Transition in Rural Australia: Gaps in the Research Agenda. *Journal of Rural Studies*, 22 : 142-160.
- Irving, M. de A., Corrêa, F.V. et Zarattini, A.C. (org.) (2013) : *Parques Nacionais do Rio de Janeiro. Desafios para uma gestão social da biodiversidade*. Rio de Janeiro : Folio Digital.
- Jean, Y. et Périgord, M. (2009) : *Géographie rurale. La ruralité en France*. Paris : Armand Colin.
- Kayser, B. (1990) : *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*. Paris : Armand Colin.
- Liberti, S. (2011) : *Land grabbing. Come il mercato delle terre crea il nuovo colonialismo*. Roma : Minimum Fax.
- Lichtenberg, E. et Ding, C. (2008) : Assessing Farmland Protection Policy in China. *Land Use Policy*, 25(1) : 59-68.
- Maier, L. et Shobayashi, M. (2001) : *Multifunctionality. Towards an Analytical Framework*. Paris : Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Mather, A.S., Hill, G. et Nijnik, M. (2006) : Post-productivism and Rural Land Use: Cul de Sac or Challenge for Theorization?. *Journal of Rural Studies*, 22 : 441-445.
- Morgan, K. (2010) : Local and Green, Global and Fair: the Ethical Foodscape and the Politics of Care. *Environment and Planning A*, 42 : 1852-1867.
- Nestle, M. (2002) : *Food Politics. How the Food Industry Influences Nutrition and Health*. Berkeley/Los Angeles/London : University of California Press.
- Ojeda, J.F., González Faraco, J.C. et López Ontiveros, A. (coord.) (2006) : *Doñana en la cultura contemporánea*. Madrid : Ministerio de Medio Ambiente.
- Paül, V. et Haslam McKenzie, F. (2013) : Peri-urban Farmland Conservation and Development of Alternative Food Networks: Insights from a Case-Study Area in Metropolitan Barcelona (Catalonia, Spain). *Land Use Policy*, 30 : 94-105.
- Potočník-Slavič, I. et Schmitz, S. (ed.) (2013) : Farm Tourism across Europe. *European Countryside*, 5(4).
- Prados, M.J. (ed.) (2009) : *Naturbanization. New Identities and Processes for Rural-Natural Areas*. Leiden : CRC Press/Balkema.
- Reyes, A. (2016) : *Guerreros y campesinos. Despojo y restitución de tierras en Colombia*. Bogotá : Ariel.
- Robinson, G. (2004) : *Geographies of Agriculture. Globalisation, Restructuring and Sustainability*. Harlow : Pearson.
- Wilson, G.A. (2007) : *Multifunctional Agriculture. A Transition Theory Perspective*. Wallingford/Cambridge : CABI.
- Woods, M. (2005) : *Rural Geography. Processes, Responses and Experiences in Rural Restructuring*. London : Sage.
- Yacamán, C. et Zazo, A. (coord.) (2015) : *El Parque Agrario. Una figura de transición hacia nuevos modelos de gobernanza territorial y alimentaria*. Madrid : Heliconia.
- Zimmerer, K.S. (2000) : The Reworking of Conservation Geographies: Nonequilibrium Landscapes and Nature-Society Hybrids. *Annals of the Association of American Geographers*, 90(2) : 356-369.

Publications

Les auteurs sont invités à soumettre les titres de leurs communications et leurs résumés étendus sous le thème du colloque choisi. Ils doivent être soumis à l'adresse suivante : 26ruralcolloquium@gmail.com

Tous les résumés étendus acceptés seront publiés dans un livre révisé par des pairs, mis à la disposition des participants au début du colloque, et téléchargeable sur le site Web du colloque et sur d'autres sites web dédiés.

Les directives pour la présentation de ces résumés étendus sont les suivantes :

- Ils devront suivre le modèle communiqué par le Comité d'organisation, disponible dès novembre 2017 sur le site web du colloque.
- Ils ne devront pas dépasser les 3 000 mots (références incluses).
- Ils devront contenir les sections suivantes : une introduction (qui situe clairement la problématique / l'objectif de la communication), des aperçus théoriques, la méthodologie, les résultats, la discussion / conclusion et la liste des références.

- Les références devront être normalisées en utilisant le style Harvard dans le texte.
- Les notes de bas de page doivent être évitées.
- Ils devront contenir au maximum quatre figures (cartes incluses).
- Ils devront être écrits dans l'une des quatre langues suivantes : anglais, français, espagnol et portugais (incluant le galicien standard). Lorsqu'ils sont rédigés en espagnol ou en portugais, ils doivent inclure un bref résumé (maximum 200 mots) en anglais, en respectant les conventions d'expression anglaise correctes.

En ce qui concerne les présentations orales données durant le colloque, veuillez tenir compte du fait que si vous utilisez l'espagnol ou le portugais, vous devrez en parallèle proposer des diapositives de présentation dans l'une des langues officielles de l'UGI.

Dans certaines des sessions thématiques, il est possible que des communications soient sélectionnées pour figurer dans des numéros spéciaux de revues figurant dans SCOPUS/SSCI. Deux numéros spéciaux ont d'ores et déjà été demandés par des éditeurs intéressés. Ces articles seront examinés par des pairs après le colloque, conformément aux directives des revues respectives.

Échéances

- 15 janvier 2018 : les résumés étendus devront être envoyés, accompagnés du formulaire d'enregistrement (précisant le souhait de participer à l'excursion et d'être éligible à une bourse, le cas échéant).
- 20 février 2018 : communication de la décision d'acceptation, après examens des pairs (les décisions peuvent être : accepté, accepté avec des changements, rejeté). Les détails des frais de paiement seront envoyés aux participants acceptés.
- 5 mars 2018 : date limite pour renvoyer les résumés étendus avec les changements que les pairs évaluateurs auront requis (accepté avec changements).
- 20 mars 2018 : communication de la décision d'acceptation, après le deuxième examen des pairs. Les détails des frais d'inscription seront envoyés aux participants acceptés.
- 30 mars 2018 : fermeture de l'inscription anticipée (seulement pour ceux dont le papier est accepté). L'inclusion d'un résumé dans le recueil dédié au colloque soumis à l'examen par les pairs est subordonnée à la réception des droits d'inscription au plus tard le 30 mars 2018. Les participants à la sortie de terrain devront payer les droits pendant les inscriptions anticipées.
- 1^{er} avril 2018 : les détails des paiements seront disponibles pour les inscriptions tardives. Les personnes inscrites tardivement sont invitées à assister à au colloque mais, selon le programme, les communications peuvent ne pas être acceptés et, si elles sont présentées, elles ne seront pas publiées.
- 29 juin 2018 : fermeture des inscriptions tardives.

Programme et sortie de terrain

- 15 juillet — arrivée recommandée à Saint-Jacques de Compostelle.
- 16 juillet
 - Matin : Enregistrement. Session d'ouverture. Pause-café. Sessions thématiques en parallèle. Réception d'accueil.
 - Après-midi : Sessions thématiques en parallèle (avec pause-café). Visite à pied de Saint-Jacques de Compostelle (vieux quartier). Dîner officiel.
- 17 juillet
 - Matin : Sessions thématiques en parallèle (avec pause-café). Table-ronde en hommage à la Professeur Roser Majoral. Remarques de clôture. Déjeuner.

- Après-midi : Travail sur le terrain dans des zones proches de Saint-Jacques de Compostelle. Trois alternatives possibles :
 - Cultures en serres d'Herbón (piment fort traditionnel galicien) et conchiculture.
 - CIAM Mabegondo et Fondation Juana de Vega / École galicienne du paysage (San Pedro de Nós).
 - Vignobles et caves à vin d'O Salnés.
- 18 juillet
 - Matin : Départ pour A Veiga en bus. Arrêt à Allariz et A Limia. Pique-nique en route.
 - Après-midi : Arrivée à A Veiga. Sessions thématiques en parallèle. Petite visite autour d'A Veiga avant le dîner. Dîner.
- 19 juillet
 - Matin : Excursion sur les hauts plateaux de Galice (lacs glaciaires), de difficulté moyenne. Comme alternative, il est proposé une visite par bus des forêts de pins dans la chaîne d'O Eixe, de logements restaurés et d'un centre de production de miel. Réception par le maire d'A Veiga. Pique-nique.
 - Après-midi : Sessions thématiques en parallèle. Dîner.
 - Si la nuit est propice, observation des étoiles — A Veiga destination touristique labellisée ® *Starlight Tourist Destination*.
- 20 juillet
 - Matin : Départ pour Palas de Rei en bus. Arrêt à As Ermidas. Arrêt dans la zone viticole d'Amandi (zone centrale de l'appellation d'origine protégée Ribera Sacra). Pique-nique.
 - Après-midi : Visite d'une ferme laitière traditionnelle, d'une ferme avicole intensive, et d'une exploitation en agriculture biologique dans le district d'A Ulloa. Dîner.
- 21 juillet
 - Matin : Randonnée sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle, de Palas à Melide (piste sans difficulté). Comme alternative, une visite en bus de producteurs biologiques, d'hébergements ruraux et de la forteresse de Castelo do Pambre. Pique-nique.
 - Après-midi : Départ pour Saint-Jacques de Compostelle en bus. Arrêt dans quelques hauts lieux jacquiers de ce chemin de Saint-Jacques.

Cette sortie de terrain aura un nombre restreint de participants. Aussi les intéressés devront-ils confirmer leur souhait durant la phase d'inscription anticipée. Au moment de la soumission du résumé (avant le 15 janvier 2018), veuillez donc exprimer votre souhait de participer à la sortie de terrain ; nous ferons par la suite de notre mieux pour satisfaire toutes les manifestations d'intérêt. Dans tous les cas, l'acceptation de votre participation à la sortie de terrain sera expressément notifiée.

Tarifs

(en €)	Inscription anticipée (avant le 30 mars 2018)	Inscription tardive (avant le 29 juin 2018)
Standard	250	350
Standard pour étudiant	200	300
Standard avec la sortie de terrain	600	-
Basique* avec la sortie de terrain	500	-
Personne accompagnante pour la sortie de terrain (hébergement standard partagé)	350	-

Les tarifs standards comprennent la participation aux deux premiers jours du colloque, les documents du même, les pauses cafés, la réception d'accueil, les déjeuners et dîners énumérés dans le programme des deux premiers jours du colloque, et incluent l'une des options de sortie de terrain disponible pour le 17 juillet. Ils n'incluent pas l'hébergement.

Le prix de l'excursion comprend les frais standard mentionnés ci-dessus, l'hébergement pour 3 nuits (18, 19 et 20 juillet, avec petit-déjeuner), plus tous les repas et transports pour 4 jours, indiqués dans le programme.

* Par « Basique », on entend un hébergement de type randonneur, avec des chambres partagées à l'occasion de la sortie de terrain.

Saint-Jacques de Compostelle offre un large éventail de possibilités d'hébergement, avec plus de 120 hôtels, allant de petits hôtels de charme situés dans le centre historique aux nouveaux hôtels appartenant à des chaînes hôtelières renommées. Une liste complète est disponible à cette adresse : <http://www.santiagoturismo.com/aloxamentos-santiagoturismo>

Les chaires de la CDDSR offrent deux bourses d'étude à des doctorants des pays dits du Sud global (pays en voie de développement de l'ONU) pour couvrir leurs frais. De plus, l'hébergement à Saint-Jacques de Compostelle (15, 16, 17 et 21 juillet) seront inclus pour les deux doctorants candidats sélectionnés. Pour les doctorants candidats éligibles, au moment de soumettre votre résumé complet (avant le 15 janvier 2018), veuillez exprimer votre candidature pour l'une de ces bourses. Les comités d'organisation et scientifique coopteront par la suite les heureux bénéficiaires en fonction de la qualité des propositions de communication soumises.

Comité d'organisation

Dr PAÛL, Valerià Universidade de Santiago de Compostela	Président
Prof LOIS, Rubén C. Universidade de Santiago de Compostela	Président adjoint
Dr TRILLO-SANTAMARÍA, Juan M. Universidade de Santiago de Compostela	Secrétaire
Ass/Prof DURÁN, Francisco Universidade de Santiago de Compostela	
Dr GARCÍA, Jesús Horacio Universidade de Santiago de Compostela	
Prof HASLAM MCKENZIE, Fiona University of Western Australia	
Dr LESTEGÁS, Iago Universidade de Santiago de Compostela	
Dr LOPEZ, Lucrezia Universidade de Santiago de Compostela	
Ass/Prof LÓPEZ ANDIÓN, José Manuel Universidade de Santiago de Compostela	
Dr MIRAMONTES, Ángel Universidade de Santiago de Compostela	
Dr PATIÑO, Carlos Universidade de Vigo	
Ass/Prof PAZOS, Miguel Universidade de Santiago de Compostela	
Dr PÉREZ GUILARTE, Yamilé Universidade de Santiago de Compostela	
Dr PIÑEIRA, María José Universidade de Santiago de Compostela	
Dr PIÑEIRO, Anxos Universidade de Santiago de Compostela	
Dr RIBAS, Afonso Instituto Galego de Calidade Alimentaria	
Prof SANTOS, Xosé M. Universidade de Santiago de Compostela	
Dr VÁZQUEZ, José I. Université de Cergy-Pontoise	
AGRELO, L. Martín Universidade de Santiago de Compostela	
BROUARD-SALA, Quentin Université de Caen Normandie	
CIDRÁS, Diego Universidade de Santiago de Compostela	
CORNADO, Mateo Universidade de Santiago de Compostela	
GUSMAN, Inês Universidade de Santiago de Compostela	

Comité scientifique

Prof BARCUS, Holly Macalester College	Co-Présidente
Prof SCHMITZ, Serge Université de Liège	Co-Président
Dr PAÜL, Valerià Universidade de Santiago de Compostela	Président local
Prof LOIS, Rubén C. Universidade de Santiago de Compostela	
Dr TRILLO-SANTAMARÍA, Juan M. Universidade de Santiago de Compostela	
Prof AMIT-COHEN, Irit תל-אביב תל-אביב = Bar-Ilan University	
Prof BICALHO, Ana Maria Universidade Federal do Rio de Janeiro	
Prof CAWLEY, Mary National University of Ireland	
Prof FIRMINO, Ana Universidade Nova de Lisboa	
Ass/Prof FRANCO, Maria Universidade Federal da Paraíba	
Prof HASLAM MCKENZIE, Fiona University of Western Australia	
Prof HERNÁNDEZ, María Universitat d'Alacant/Universidad de Alicante	
Prof HOEFLE, Scott Universidade Federal do Rio de Janeiro	
Prof IANOS, Ioan Universitatea din București	
Prof JONES, Roy Curtin University	
Prof KIM, Doo-Chul 岡山大学 = Okayama University	
Prof LAURENS, Lucette Université Paul Valéry	
Ass/Prof LUKIC, Aleksandar Sveučilište u Zagrebu	
Prof MARGETIC, Christine Université de Nantes	
Ass/Prof MARIE, Maxime Université de Caen Normandie	
Prof MATA, Rafael Universidad Autónoma de Madrid	
Prof MOLINERO, Fernando Universidad de Valladolid	
Prof PANAREDA, Josep Maria Institut d'Estudis Catalans	
Prof ROBINSON, Guy University of Adelaide	
Prof RUIZ URRESTARAZU, Eugenio Euskal Herriko Unibertsitatea	
Dr SANCHO, Alexis Universität für Bodenkultur Wien	
Ass/Prof SILVA, Rocío Universidad de Sevilla	
Prof TAKENAKA, Katsuyuki 愛知県立大学 = Aichi Prefectural University	
Prof THISSEN, Frans Universiteit van Amsterdam	
Ass/Prof TORT, Joan Universitat de Barcelona	
Prof TULLA, Antoni Universitat Autònoma de Barcelona	
Dr ZAZO, Ana Universidad del Bío-Bío	

Organisation



Associés / Sponsors / Collaborateurs

